

BUREAU VERITAS SA

EVRY
Immeuble LA VANOISE
6/18, rue du Pelvoux
COURCOURONNES
91019 EVRY CEDEX France
Téléphone : 01 69 47 12 10
Mail : bruno.prapotnich@fr.bureauveritas.com

A l'attention de M. MARTIN ALAIN

CAISSE ALLOCATION FAMILIALE VAL
2 VOIE FELIX EBOUE
QUARTIER DE L ECHAT
94000 CRETEIL

Rapport de mission de repérage des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, contenant de l'amiante

(Article 4 du Décret n°2011-629 du 3 juin 2011, Norme NF X 46-020)



Intervention du 01/12/2016

Coordonnées du site :

Nom du site : CAISSE ALLOCATION FAMILIALE VAL

Latitude :

Longitude :

Lieu d'intervention : CAISSE ALLOCATION

FAMILIALE CRETEIL
2 VOIE FELIX EBOUE
94033 CRETEIL CEDEX

Numéro d'affaire : 6427942

Référence du rapport : 6427942/S2.2.1.rev1.R

Annule et remplace : 6427942/S2.2.1.R en date du 13/12/2016, il vous appartient de détruire l'ancienne version en votre possession.

Rédigé le : 15/12/2016

Par : Bruno PRAPOTNICH

Date de la commande : 02/12/2016

Périmètre de repérage : Voir §6.1

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 92046 PARIS LA DEFENSE - Certificat n° 2589397 délivré le 04/03/2013 et valable jusqu'au 03/03/2018. Ce document a été validé par son auteur.

Ce rapport contient 12 pages y compris les annexes.



Signature :

SOMMAIRE

1 CONCLUSIONS.....	3
2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS.....	4
2.1 Parties prenantes.....	4
2.2 Opérateur(s) de repérage.....	4
3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....	5
3.1 Textes Réglementaires.....	5
3.2 Méthodologie de la mission.....	5
3.3 Limites de la mission.....	5
4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	7
4.1 Informations relatives au bâtiment.....	7
4.2 Documents fournis par le client ou disponibles le jour de la visite.....	7
5 RESULTATS DU REPERAGE.....	10
5.1 Matériaux et produits des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante.....	10
6 ANNEXES.....	11
6.1 Parties d'immeuble visitées.....	11
6.2 Attestation et certificat.....	12

1 CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

Remarque(s) complémentaire(s): Néant

2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS

2.1 Parties prenantes

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	CAISSE ALLOCATION FAMILIALE VAL M. ALAIN MARTIN	2 VOIE FELIX EBOUE QUARTIER DE L'ECHAT 94000 CRETEIL	01.48.98.25.91 alain.martin@cafcreteil.cn afmail.fr
Propriétaire	CAISSE ALLOCATION FAMILIALE ALAIN MARTIN	2 VOIE FELIX EBOUE/ QUARTIER DE L'ECHAT 94000 CRETEIL	01 48 98 25 91 alain.martin@cafcreteil.cn afmail.fr
Accompagnateur	CAISSE ALLOCATION FAMILIALE	2 VOIE FELIX EBOUE 94000 CRETEIL	

2.2 Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS 77 569 062 104 494	BRUNO PRAPOTNICH	BUREAU VERITAS CERTIFICATION	2589397	04/03/2013	03/03/2018

3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

3.1 Textes Réglementaires

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Article 4 du Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011.
- Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

3.2 Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

<i>Composant de la construction</i>	<i>Partie du composant à vérifier ou à sonder</i>
4. Éléments extérieurs si	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Pour les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation de chaque matériau ou produit contenant de l'amiante.

3.3 Limites de la mission

La recherche des matériaux et produits pouvant contenir de l'amiante (MPCA) des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X46-020 et de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche conventionnelle : détermination de zones homogènes, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci. Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

La mission porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe « Parties d'immeuble visitées ».

La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

4.1 Informations relatives au bâtiment

Bâtiment	Fonction principale	Classement (ERP)	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
CAISSE ALLOCATION FAMILIALE CRETEIL	Immeuble de travail > 300 personnes	Autre	02/01/1970	non communiqué

4.2 Documents fournis par le client ou disponibles le jour de la visite

Préalablement à l'opération de repérage, les documents suivants nous ont été remis par le propriétaire (ou son mandataire) :

Références rapport de repérage	Date rapport	Auteur rapport	Objet du repérage	Principales conclusions
KC.7692	19/12/2000	SOCOTEC	RAPPORT DECRET N° 96-97	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
1606295/14	29/06/2008	BUREAU VERITAS	DTA	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
1606295/14	29/06/2008	BUREAU VERITAS	Repérage en vue de la constitution du " DTA "	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
2011344	04/06/2009	BUREAU VERITAS	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
11.880.122.0729 9.00.S	05/04/2011	APAVE	RAPPORT DE DIAGNOSTIC AMIANTE	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
2447859	20/03/2012	BUREAU VERITAS	Repérage avant travaux	Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante
2585333	10/06/2013	BUREAU VERITAS	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
6070950-1	12/09/2013	BUREAU VERITAS	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
6183820-53-1-3	10/03/2015	ARCALIA	EXAMEN VISUEL	
6277289-1	10/07/2015	ARCALIA	RAPPORT DE PRELEVEMENT S	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
6308960-1	26/08/2015	ARCALIA	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
6297472-1	18/09/2015	ARCALIA	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
BDSA	16/10/2015	TDFI ENVIRONNEME NT	Bordereau de suivie	
N° 751	22/12/2015	ENTREPRISE BANCEL	Plan de retrait	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
6183820-53-1-2	02/03/2016	ARCALIA	EXAMEN VISUEL	
6183820-53-2-2	03/03/2016	ARCALIA	EXAMEN VISUEL	
6183820-53-2-3	11/03/2016	ARCALIA	EXAMEN VISUEL	
6349730	14/04/2016	BUREAU VERITAS	RAPPORT DE MESURE D'EMPOUSSIER EMENT	
6347193	14/04/2016	BUREAU VERITAS	RAPPORT DE MESURE D'EMPOUSSIER EMENT	
6349730	13/09/2016	BUREAU VERITAS	RAPPORT DE MESURE	

<i>Références rapport de repérage</i>	<i>Date rapport</i>	<i>Auteur rapport</i>	<i>Objet du repérage</i>	<i>Principales conclusions</i>
			D'EMPOUSSIEREMENT	
6347193	13/09/2016	BUREAU VERITAS	RAPPORT DE MESURE D'EMPOUSSIEREMENT	

Autres documents fournis :

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Type Document</i>
29/06/2006	PLANS INDICE A	Plan
MEIL DU 16/11/2016	Protections physiques	Protections physiques

5 RESULTATS DU REPERAGE

5.1 Matériaux et produits des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

Il n'a pas été repéré de matériau et produit de la liste B contenant de l'amiante.

6 ANNEXES

6.1 Parties d'immeuble visitées

La présente liste présente les locaux et/ou zones inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

Localisation	Commentaires
TOUS NIVEAUX > FACADES	/
TOITURE TERRASSE > FACADES	/

6.2 Attestation et certificat

Certificat :



BUREAU VERITAS
Certification

Certificat
Attribué à

Monsieur Bruno PRAPOTNICH

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	05/03/2013	04/03/2018
Termites metropole	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification	05/03/2013	04/03/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diaq

Date : 05/03/2013
Numéro de certificat : 2589397

Jacques MATILLON
Directeur Général

P/O [Signature]

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 58 - 95573 Cergy Cedex



cofrac
CERTIFICATION DE PERSONNES
ACCREDITATION
N°4-0087
portée disponible sur www.cofrac.fr